

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



EDITO

A l'heure où j'écris ces lignes, difficile de dire si un accord pourra être signé entre les Etats-Unis et l'Iran. Du résultat des pourparlers dépend évidemment la question énergétique en France et dans le monde. Question qui n'est pas anodine alors que dans quelques semaines des millions de nos compatriotes s'apprêtent à prendre la route pour rejoindre leur lieu de vacances. D'ores et déjà on peut affirmer que cette guerre aura surtout permis au régime iranien de se renforcer aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il ne suffit pas d'avoir la première armée du monde pour remporter une guerre. On l'avait déjà vu en Corée, au Viet-Nam ou plus près de nous en Afghanistan. Au cours de ces derniers mois Trump a beaucoup perdu en crédibilité. Non seulement en s'engageant dans une guerre refusée par une majorité d'Américains y compris par ses propres partisans mais aussi par ses déclarations à l'emporte-pièce affirmant un jour le

SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 : International : Allemagne ; Chine / Avez-vous remarqué ? : Une hausse continue de la pauvreté / p.3 à 6 : Place au débat : vers un budget explosif / Scandale : Duralex / p.7 : Brèves sociales : Stellantis, Suivi médical, aide à domicile INC, inégalités salariales femmes-hommes / Les bras m'en tombent : Rester vigilants / p.8 : Coup de gueule : Le maire RN a supprimé l'hommage du 1^{er} mai aux mineurs.

contraire de ce qu'il a dit la veille. Derrière ces deux puissances il ne faut pas oublier la question du Liban dont la population subit depuis trois mois des frappes entraînant plusieurs centaines de milliers de déplacés et des centaines de morts.

Pendant ce temps, en France, les suites de l'affaire Lyanna bouleversent nos compatriotes et mettent en lumière les moyens insuffisants de la justice comme de la police comme c'est le cas pour l'ensemble de nos services publics. On peut multiplier les textes de lois, cela ne suffira pas sans un renforcement des moyens financiers et humains. Prévention et répression sont nécessaires mais il ne faut pas oublier aussi le rôle primordial de l'éducation car c'est avant tout un changement de mentalité au sein de l'ensemble la société qui peut permettre de lutter efficacement contre ces affaires de pédocriminalité comme dans les affaires de féminicides.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL



L'Allemagne paie son hypocrisie et son inconstance

par Mathias Weidenberg

Elle n'est pas élue temporairement au conseil de sécurité. C'est un échec pour Merz et la CDU, qui n'ont pas vu venir l'humiliation publique. Le crépuscule est international : ce sont le Portugal et l'Autriche qui sont passés. L'Allemagne paye son soutien inconditionnel à Nétanyahou, son refus de critiquer les foudres guerrières de Trump au Venezuela et en Iran, tout en menant une campagne sur "le droit international" - et en promettant d'avoir des poches pleines pour l'aide humanitaire alors que cet argument perd du poids, même en Afrique, où malgré l'arrêt de l'aide américaine, on se tourne vers la corruption et les armes russes ou chinoises. Et puis Merz a coupé dans les fonds d'aides au développement, et salué la guerre en Iran comme "le travail sale" nécessaire.

Ça c'est de la constance, et de la défense du droit international, au nom de "la paix" (ce que prétendait le ministre des affaires étrangères allemand). Le crépuscule économique rapetisse l'influence internationale. Ce n'est ni avec ce gouvernement ni avec les paradigmes actuels que l'Allemagne s'en sortira.



82 morts dans un accident minier en Chine

Le 23 mai 82 mineurs sont morts et 128 autres blessés à la suite d'un accident survenu dans la mine de Liushenyu dans la province du Shanxi. C'est le plus grave accident depuis 2009. Selon les autorités chinoises l'accident serait dû à de graves infractions commises par la société minière. A noter que la Chine est le plus gros consommateur de charbon, considéré comme une énergie plus fiable que les énergies renouvelables.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

Une hausse continue de la pauvreté

En 2010, la France comptait environ 8,6 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, soit 14,1 % de la population.

En 2023, 9,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté soit 15,4 % de la population française.

Le seuil de pauvreté est passé de 964 € par mois en 2010 à 1 288 € par mois en 2023.

Cette évolution illustre une réalité de plus en plus visible : **avoir un emploi ne protège plus systématiquement de la précarité.**

Le nombre de personnes sans domicile explose

L'un des marqueurs les plus visibles de cette crise sociale reste l'explosion du nombre de personnes sans domicile.

En 2012 : - 143 000 personnes sans domicile

En 2025 :- **350 000 personnes sans domicile selon les estimations de la Fondation pour le Logement des Défavorisés.**

Cela représente une augmentation d'environ **145 % en treize ans.**

Une population toujours plus nombreuse à ne plus finir le mois

Selon l'INSEE :

- **21,4 % des ménages déclarent avoir des difficultés à finir le mois en 2024 ;**

- 8,6 millions de personnes sont en situation de privation matérielle et sociale.

PLACE AU DÉBAT

VERS UN BUDGET EXPLOSIF

Par Jean-Claude CHAILLEY

Si vous avez aimé l'adoption des budgets 2026, vous adorerez 2027 !

« Les caisses sont vides », « Il n'y a pas d'argent magique », ose dire Lecornu qui vide « les caisses » depuis près de 10 ans.

Les Echos : « L'équation impossible du budget 2027 »

Bercy : le déficit public pourrait atteindre 6,2 % en 2027 si aucune mesure n'est prise.

Les causes des difficultés budgétaires

► Il y a le cumul de la **politique de l'offre** (200 milliards d'aides aux entreprises) + **le cout direct et indirect astronomique de la guerre en Ukraine** (financement direct d'autant plus important qu'on importe les armes des Etats Unis, cout des sanctions, ...), + **le cout direct et indirect de la guerre au Moyen Orient** (envoi d'une flotte au Moyen Orient, inflation, ...) + l'augmentation rapide de **la contribution nette au budget européen**, + en résultat **l'augmentation de la dette et de la charge de la dette, ET une croissance en berne déjà avant l'offensive USA – Israël en Iran.**

► **En outre le MEDEF** ose se déchaîner (dont Total !), pour obtenir la réduction des impôts de production et de nouvelles exonérations massives de cotisations sociales.

Pour compenser les dizaines de milliards de déficit supplémentaires qu'ils exigent, ils proposent des **économies** massives sur la protection sociale (!!!) et la **TVA dite « sociale »**.

→ **Ce qui est gravissime, c'est que ces dépenses, insupportables, ne préparent pas l'avenir. Pire elles le handicapent. Seuls en profitent les actionnaires des multinationales, notamment de l'armement et du pétrole, français et étrangers, jusqu'à ce que les bulles explosent.**

Les engagements financiers

I LES ENGAGEMENTS DEFENSE :

- **Sommet de l'OTAN**, juin 2025 à la Haye : engagement d'aller à 5 % du PIB, à la demande de Trump dans le cadre de sa rivalité avec la Chine contre laquelle il veut engager l'OTAN.

- **L'UE a adopté le programme RearM Europe doté de 800 milliards.** La majorité est dans les budgets nationaux mais 150 milliards d'emprunts sont ventilés entre Etats, dont 19 Md pour la France. Ces emprunts sont hors budget nationaux, sauf les intérêts qui vont courir sur 45 ans, (en vocabulaire de l'UE, cette dette supplémentaire, c'est une aide !)

Pour l'UE on doit être à 3,5 % du PIB en 2035, soit plus de 100 milliards par an !

- **La LPM, loi de programmation militaire 2024 – 2030 prévoyait 413 Md de dépenses**

L'actualisation votée le 19 mai ajoute 36 milliards.

- **Quant à LR qui fustige sans cesse des « dépenses publiques » trop élevées, il veut une augmentation de 50 milliards du budget défense au lieu de 36 milliards !**

Budget défense (milliards et augmentation / an pour atteindre + 36 Md)

	2017...	...2026	2027	2028	2029	2030
Budget	32,3	57,3 (+3,5)	63,3 (+6,5)	68,3 (+8)	72,8 (+9)	76,3 (+9)

II LES ENGAGEMENTS EUROPEENS

Année	Contribution FR	Montants reçus FR	Solde net
2023	~23–24 Md€	~16–17 Md€	–7 à –8 Md€
2024	~22–25 Md€	~15–17 Md€	–8 à –10 Md€
2025	~26–28 Md€	~14–16 Md€	–10 à –12 Md€
2026	~27–29 Md€	~15–17 Md€	–10 à –12 Md€

Source chat GPT, difficile à vérifier, le sujet étant sensible.

- **La contribution nette de la France est donc importante. Mais ce n'est qu'un début :**
« Pour la période 2028-2034 ...la Commission propose une **augmentation des dépenses de 39 %** à 1.763 milliards d'euros, soit 1,26 % du revenu national brut et que le Parlement fait la surenchère » (Les Echos).
→ **On reste pantois devant de telles augmentations alors que dans le cadre du semestre européen la Commission européenne demande à la France un plan d'austérité qui reprend toutes les exigences du MEDEF.**
- Plusieurs pistes de financement sont envisagées. **Toutes retombent sur les Etats** soit par des taxes non perçues, soit par davantage de dette. **Le solde net ne peut que s'accroître.**
- **Quant à l'efficacité des dépenses de l'UE, elle reste pour le moins à démontrer. La BCE vient d'augmenter les taux directeurs pour faire pression sur les salaires.**

III LA CHARGE D'INTERETS DE LA DETTE PUBLIQUE

- **D'environ 40 Md en 2020, en 2025, la charge d'intérêts de la dette publique s'est élevée à 64,7 Md€ hors frais bancaires (66,6 Md€ avec ces frais) en comptabilité nationale (FIPECO), vers 75 Md en 2026 (hausse des taux d'intérêt).**
- **Elle était prévue vers 100 milliards en 2030. Avec l'augmentation des taux d'intérêt liée à la guerre au Moyen Orient on peut dépasser largement ce montant,** d'autant que Bercy a eu l'idée difficilement croyable de souscrire une partie des emprunts à taux variable lorsqu'ils étaient bas, voire nuls.

(1 point d'augmentation des taux d'intérêt augmente la charge à 30 Md / an. En ce moment ils ont augmenté d'1/2 point)

Rappelons qu'emprunter est positif SI c'est pour des investissements d'avenir. Ce n'est pas le cas d'une bonne partie de la dette : elle résulte de déficits budgétaires liés à la politique de l'offre, à la financiarisation galopante, à la trappe à bas salaires.

IV LES ENTREPRISES SONT-ELLES SPOLIEES ?

Le SMIC a augmenté de 2,4 % au 1^{er} juin, sans « coup de pouce », au grand dam du patronat qui verrait plutôt sa disparition et des salarié.es qui le jugent insuffisant. Pourtant le ministère du Travail évalue à 126, le nombre de branches commençant en dessous du salaire minimum une fois l'augmentation de 2,41 % de ce dernier réalisé, contre 30 avant.

Une des raisons du « trou » de la Sécu, reconnue par la Cour des comptes et la CNAM, c'est que les salaires augmentent moins vite que le PIB :

Part des salaires dans la valeur ajoutée de l'ensemble des sociétés non financières

	1981	1988	1995	2002	2009	2016	2024
Part salaires dans Valeur ajoutée (brute) %	73,8	65,4	64,6	65,2	66,0	67,6	65,6
Cotisations sociales à la charge des employeurs	27,5	29,3	28,7	26,7	25,6	26,6	24,2
Excédent net d'exploitation en % VA brute	8,1	17,6	16,2	15,0	12,4	12,8	13,2
Excédent net d'exploitation en % VA nette (1)	9,8	20,8	19,3	18,0	15,2	15,6	16,3

Source INSEE TEE

(1) La valeur ajoutée brute, c'est les richesses nouvelles créées dans l'année

La VA nette c'est la VA brute – les amortissements

L'excédent net d'exploitation c'est le bénéfice avant impôts et éléments exceptionnels

On constate :

- La « parenthèse de la rigueur » a entraîné une baisse brutale de la part des salaires dans la valeur ajoutée (désindexation des salaires en 1983), qui a perduré aux alternances.
 - Il en est résulté un accroissement extrêmement important des profits...qui n'ont toujours pas « ruisselé » ...sauf vers les actionnaires.
 - **Il s'agit ici du profit avant impôts. Depuis 1981 le taux d'impositions des sociétés est en gros divisé / 2. Ce qui reste aux propriétaires / actionnaires** (pour beaucoup des fonds d'investissement et de pension US) **est donc doublé...**
- **C'est ce qui se cumule en déficit du budget de l'Etat, de la Sécurité sociale, en « mauvaise dette », en recherche et investissements pour le futur très insuffisants.**

V L'ARITHMETIQUE BUDGETAIRE

Instrumentaliser la guerre

Même si les guerres en Ukraine et au Moyen Orient s'arrêtent immédiatement, pour Macron et droite / extrême droite, **on restera en économie de guerre. Or Le financement de l'économie de guerre, c'est toujours l'austérité. C'est même un prétexte idéal pour la faire accepter ou l'imposer.**

Est-ce qu'on peut tout financer ou faut-il faire des choix ?

Pour les Echos, « La hausse des dépenses militaires ne laissera **presque aucune marge budgétaire** ».

Pour l'OCDE, « Les besoins en matière de défense seront en concurrence avec d'autres priorités nationales pour l'obtention de ressources, ce qui accentuera **les tensions budgétaires exercées par l'augmentation des dépenses consacrées aux retraites, à la santé et aux soins de longue durée, ainsi qu'aux mesures climatiques.**

FO « refuse l'augmentation sans fin des dépenses militaires **au détriment du service public** ».

La CGT : « les budgets de l'armement ne cessent **d'augmenter au détriment des services publics, de la protection sociale et de l'investissement dans la transformation environnementale** » (document d'orientation soumis au 54^{ème} congrès)

Pour les mêmes raisons les 200 Md d'aides aux entreprises – jugées insuffisantes par le MEDEF et l'UE – sont insupportables à ce niveau.

Les Echos font le calcul suivant le 8 avril pour revenir au-dessous d'un déficit de 3 % du PIB en 2029 – données aggravées depuis -

- En conservant le taux de prélèvements obligatoires l'ensemble des dépenses publiques (1700 Md) hors charge d'intérêt de la dette – *qui par ailleurs flambe* - ne doivent pas augmenter de plus de 20 Md par an,
 - Puis le moine – soldat Lecornu décide de réaugmenter le budget militaire de 36 Md. Il y a aussi d'autres engagements dans le régalién.
- **Donc « l'ensemble des autres dépenses publiques ne devra pas augmenter de plus de 11 milliards d'euros l'an prochain »** et même moins car depuis la croissance du PIB baisse, la charge de la dette continue d'augmenter...

Par comparaison elles avaient augmenté de 36 Md en 2025, 25 Md prévu en 2026.

→ **En clair les budgets devraient être à peu près gelés. Les médias commencent à nous préparer à la désindexation de la protection sociale par rapport à l'inflation, à la fin du « quoiqu'il en coûte social » (BFM).**

SCANDALE

Duralex à nouveau en redressement judiciaire !

La marque emblématique, celle dont tous les Français ont une production chez eux, a été -Réso vous l'a rappelé dans un bulletin- violemment pris à partie par les marques de supermarchés qui interdisaient sa mise en rayon. Un but couler une scoop qui s'affranchissait du patronat.

Duralex est en difficulté ! Nous pouvons TOUS L'AIDER par des commandes en ligne :

<https://www.duralex.com/>

Brèves sociales

Stellantis, la fin de Poissy

Stellantis vient d'annoncer qu'il allait cesser de produire des automobiles sur le site de Poissy. L'usine deviendrait un centre de fabrication de pièces et de démontage des voitures anciennes. Un tiers environ des effectifs ouvriers serait ainsi supprimé : près de 2000 postes ouvriers aujourd'hui, 1200 prévus en 2030. Le site de Poissy est une des 11 usines françaises de construction automobile (dont 5 appartiennent au groupe italo-franco-étatsunien). Jusqu'à 27000 personnels y ont travaillé mais Stellantis qui possède 42 usines dans le monde, a progressivement diminué la production pisciacaïse, décidant récemment de ne pas faire construire la DS3 électrique à Poissy

Permettre un suivi médical à chacun sauverait des vies

Un rapport de l'Organisation Européenne du Cancer démontre que la difficulté d'accès aux soins est l'une des causes qui expliquent le retard de la France sur les autres pays européens en matière de dépistage du cancer. Encore un résultat dont sont responsables les politiques comptables de la santé qui ont entraîné pénurie de médecins traitants et des déserts médicaux.

Personnes âgées : moins d'aide à domicile, ou une aide plus ciblée

La dernière loi de finances vient de repousser de 70 à 80 ans l'âge auquel les personnes âgées ont droit à une aide à domicile (prestations pouvant concerner la préparation des repas, la gestion du linge, l'aide à la mobilité, les travaux ménagers...). Il faut noter que ce dispositif sera maintenu pour les personnes handicapées ou titulaires de la prestation spécifique « dépendance ». Par contre les législateurs n'ont pas prévu un critère de revenu !

L'INC, c'est terminé : Comme Réso vous l'annonçait dans un précédent bulletin, le gouvernement voulait liquider l'Institut national de la consommation, c'est fait ! Sans que l'on sache quel sort sera réservé aux 52 salariés de l'INC et « 60 millions de consommateurs » n'a que 3 mois pour trouver un repreneur !

Cette liquidation était programmée de longue date par Bercy qui a, au fil des ans, divisé par 3 le montant des subventions versées pour ensuite lui reprocher d'être en déficit.

Ensuite le gouvernement justifie la liquidation par une situation financière fragilisée. En 2024, le déficit de l'INC s'est élevé à 719 000 euros pour un chiffre d'affaires de 11,6 millions d'euros. L'établissement est revenu dans le vert en 2025, avec un bénéfice de 236 000 euros et un chiffre d'affaires de 11,9 millions d'euros. Pendant ce temps, le coût global de la liquidation est estimé à 8 millions d'euros, soit plus de 10 fois le montant du déficit constaté en 2024 et sans tenir aucun compte du bénéfice réalisé en 2025 !

Les inégalités de salaires entre les femmes et les hommes : En moyenne, les femmes gagnent 22 % de moins que les hommes. À temps de travail équivalent, elles touchent 14 % de moins que les hommes.

Les écarts de salaires se réduisent lentement. Mais l'égalité salariale est encore loin. Au rythme actuel, il faudrait encore environ 25 ans pour annuler l'écart à temps complet.

Dans le secteur privé, les femmes gagnent 22 % de moins que les hommes en moyenne. Elles travaillent plus souvent à temps partiel et dans des métiers moins bien payés. À temps de travail et poste équivalents, l'écart de salaire est de 4 %.

Les bras m'en tombent

Un petit rappel pour inciter chacun à la vigilance !

Le gouvernement ose tout : il a osé essayer de s'en prendre au 1^{er} mai, au symbole de la dignité des Travailleurs, ceci en s'attaquant au 1er mai comme seul jour férié, chômé et payé. Alors que la plupart des Français, des salariés, sont en grande souffrance sociale (chômage, précarité, augmentation du coût de la vie, de l'énergie, de l'essence...), s'en prendre au 1er mai a été ressenti comme une provocation dans le monde du travail et a appelé une vigoureuse riposte de sa part et de celle de ses représentants. Le 1^{er} mai, c'est la journée internationale de la lutte des travailleurs et des travailleuses.

Certes, le gouvernement a reculé et retiré la loi permettant d'élargir le travail ce jour-là en France. Mais nous devons rester vigilants : la droite dans son ensemble, de Macron ou RN, promet de revenir sur le sur le sujet avant mai prochain.

COUP DE GUEULE

Le maire RN a supprimé l'hommage du 1^{er} mai aux mineurs

Par Michel Strulovici

À Liévin, en supprimant l'hommage aux mineurs, le 1er mai, le maire RN, nouvellement élu, pose brutalement un acte politique particulièrement signifiant. Car le 1er mai n'est pas la fête du travail docile et consensuelle qu'affectionnent les discours d'ordre et que nous expliquent les commentateurs ici et là.

La fête de Travail, c'est Pétain.

La fête des travailleurs c'est celle des luttes, des grèves, des droits arrachés contre les puissants. En France, elle est née en juillet 1889 quand la II^e Internationale socialiste à Paris décida de faire du 1er mai une journée de manifestations pour les 8 heures de travail par jour. Et les pouvoirs, politique et patronal, entendaient contrer ces célébrations. Ainsi, par exemple et entre autres, le 1 Mai 1891, à Fourmies, dans la capitale de l'industrie textile, 2 compagnies d'infanterie (84^e et 145^e de ligne, environ 300 soldats de Maubeuge) tuent neuf ouvrières et ouvriers, 4 jeunes femmes et cinq jeunes hommes (dont un enfant de 11 ans).

Un terrible affrontement de classes donc. Nous sommes loin de l'imagerie patronale reprise, à leur manière par le MEDEF et Gabriel Attal, draguant les secteurs les plus rétrogrades de notre société.

Rappelons qu'à 7 kilomètres de Liévin, en pleine occupation de la Wehrmacht, le 1 Mai 1941, les cellules communistes clandestines organisent la protestation des mineurs contre la journée de travail allongée à 8h30 par les autorités d'Occupation, la direction des houillères et Vichy.

Des petits drapeaux avec faucille et marteau, quelques Croix de Lorraine sont suspendus devant les puits, des tracts sont distribués, des cahiers de doléances sont remplis. Ces actions dirigées par Auguste Lecoœur, le responsable communiste clandestin du Nord, déboucheront le 27 mai 1941 à la fosse N°2 de Montigny en Gohelle. Deux jeunes mineurs communistes, Michel Brûlé et Georges Deroeux cesseront le travail au chant de l'Internationale, reprise de proche en proche par tous les mineurs. Fin mai-début juin 1941, le bassin compte 100.000 grévistes sur les 143. 000 mineurs. Ce fut la plus grande grève contre les Nazis et la Collaboration de toute l'Europe occupée.

C'est cela que le maire RN essaie de gommer des consciences et d'effacer de l'Histoire.

Ce parti, héritier du FN fondé par des Waffens SS et des collabos, marche donc dans la même direction. Il le fait car l'histoire du mouvement ouvrier et, ici, particulièrement des mineurs, gêne aux entournures tout discours lénifiant.

Liévin est également cette ville marquée à jamais par la catastrophe du 27 décembre 1974, où 42 mineurs sont morts à la fosse Saint-Amé. Quel mépris donc pour les « gueules noires » (...) !

Avec cette décision, le RN montre ici son vrai visage. Derrière le vernis social et la rhétorique « populaire », il y a une constante — l'hostilité aux luttes collectives, aux syndicats, à tout ce qui donne aux travailleurs une capacité d'organisation et de contestation. Effacer l'hommage du 1er mai, c'est tenter d'effacer la signification de cette histoire et la possibilité de dire non à l'injustice.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE